



A ce jour, la situation sanitaire en France peine à s'améliorer et le nombre de cas en réanimation est aussi élevé qu'il y a un an.

La décision de fermer les écoles a été actée le 1<sup>er</sup> avril afin de ralentir la propagation du virus.

Mais trois semaines après, alors que la situation épidémique est sensiblement la même que le 5 avril (date de la fermeture des écoles), les écoles primaires rouvrent leurs portes, sans que les personnels n'aient été vaccinés, protégés, ou même rassurés.

Dans le secondaire, les élèves se plient à une semaine de distanciel supplémentaire et l'exécutif promet des demi-jauges pour les 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> dans les 15 départements les plus touchés : or ces demi-jauges s'appliquent sur les effectifs globaux et non sur les effectifs de classe, ce qui risque de ne pas changer grand-chose en classe dans les interactions entre élèves. On joue encore sur les mots dans la communication gouvernementale ...

Cette décision de fermeture puis de réouverture des écoles est donc une décision purement politique, sans cohérence avec la situation épidémique et qui, encore une fois, ne tient pas compte des avis des épidémiologistes qui prônaient une fermeture de plusieurs semaines.

Lors du CHSCTD du 8 avril, Monsieur le Directeur Académique, vous vous êtes targué de gérer la situation au mieux, vous avez affirmé que tous les dispositifs déployés étaient efficaces et qu'il n'y avait aucun manquement dans la gestion académique de cette crise sanitaire.

Vous n'avez pas voulu entendre la souffrance des personnels de l'Éducation Nationale, qui doivent appliquer des protocoles inapplicables, répondre à des directives diverses et variées, tout en gérant leurs classes et leurs élèves au mieux.

Vous n'avez pas voulu prendre en compte la peur de nos collègues enseignants, AESH, Atsem, agents, personnels de vie scolaire et administratifs, qui ne se sentent pas en sécurité sur leur lieu de travail.

Vous n'avez pas répondu à bon nombre de nos questionnements, comme ceux portant sur les masques dont l'approvisionnement laisse toujours à désirer, ou encore sur la vaccination de TOUS les professionnels de l'Education Nationale, et pas seulement les plus de 55 ans.

Nous sommes réunis ce jour pour aborder à nouveau toutes ces questions, afin de protéger et rassurer nos collègues. Nous espérons que nous n'assisterons pas à la même mascarade que celle à laquelle nous avons assisté le 8 avril. D'ailleurs, nos collègues de la FSU n'avaient pas hésité à quitter la séance du dernier CHSCTA pour protester contre le manque d'empathie et de réponses de la Rectrice et de son équipe.

Nous voulons éviter d'en arriver à cette extrémité et souhaitons pouvoir échanger avec vous de manière constructive, sans entendre de discours d'autocongratulation de votre part, car c'est autre chose qui est

attendu de la part de nos collègues, qui sont chaque jour sur le terrain et qui doivent pallier les manquements de notre hiérarchie.